

RAPPORT N° 332 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 23 AVRIL 2022

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 16 au 23 avril 2022 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins trois (3) personnes ont été assassinées et trois (3) autres ont été grièvement blessées au cours de cette période dans différentes localités du pays.

Le rapport déplore également le cas de quinze (15) personnes qui ont été arrêtées et détenues arbitrairement dont 14 militants du parti CNL (Congrès national pour la liberté) détenus au cachot de la police à Bubanza.

1. Atteintes au droit à la vie

- Dans la nuit de samedi 16 avril 2022, un policier du nom de Jean de Dieu Uwimana est décédé à l'hôpital de Kirundo des suites de ses blessures dans une attaque à la grenade larguée au cours de la même nuit par un malfaiteur non identifié dans un bar d'hôtel appelé Alpha Hotel sis au quartier de Kavogero, en commune et province de Kirundo (nord du Burundi).

Selon des témoins, le malfaiteur a profité d'une bagarre dans ce bar d'hôtel pour larguer une grenade qui a grièvement blessé trois policiers et le barman touché légèrement. Un des policiers, Jean de Dieu Uwimana, est décédé juste après son arrivée à l'hôpital des suites des blessures qu'il avait eues à la tête tandis que les trois autres blessés reçoivent des soins dans le même hôpital.

- Dans la matinée de mardi 19 avril 2022, deux corps sans vie ont été retrouvés dans le quartier de Gatinguru, zone de Rubirizi, commune de Mutimbuzi, en province de Bujumbura (ouest du Burundi).

Selon des témoins de la découverte macabre, des gens qui allaient faire du sport ont pu identifier l'un des corps, Constantin Ndikumana, chef de cellule de Gatunguru et père de quatre enfants. Son corps était nu au moment de sa découverte et présentait des blessures à la gorge, ce qui suggère qu'il aurait été étranglé, et d'autres blessures au dos et au niveau de la ceinture pelvienne et des hanches. Selon ses proches, il avait quitté son domicile aux environs de 19 heures sur un coup de téléphone, après avoir expliqué à sa femme qu'il allait s'entretenir avec une personne à Kamenge.

Selon les mêmes sources, le deuxième corps n'a pas pu être identifié, mais la population de la localité s'accorde à le reconnaître comme celui d'un pasteur d'une Eglise pentecôte à Gatunguru. Tué par balle à bout portant dans la tête, ce corps a été découvert dans un caniveau qui sépare le quartier de Gatunguru de celui de Carama en zone de Kinama. Les mobiles et les auteurs de ce double assassinat ne sont pas encore identifiés.

SOS-Torture Burundi demande des enquêtes impartiales et approfondies pour identifier les auteurs du double meurtre et les traduire devant la justice.

2. Atteintes au droit à la liberté : arrestations et détentions arbitraires

- Depuis plus de trois semaines, Anatole Hakizimana, résident du quartier de Ndava au centre-urbain de la commune et province de Cankuzo (est du Burundi), est détenu arbitrairement au cachot du Service national de renseignement (SNR).

Selon des sources locales, Anatole Hakizimana avait été arrêté le 1^{er} avril 2022 à son domicile par des agents du SNR affectés en province de Cankuzo et a passé 5 jours de détention arbitraire au cachot du domicile du responsable provincial de renseignement, Venant Ndayishimiye, qui l'accusait de collaboration avec des bandes armées, sans aucune preuve.

Selon les mêmes sources, Anatole Hakizimana a été transféré le 5 avril dans les cachots du SNR à Bujumbura où il demeure détenu arbitrairement, privé de tout droit à la visite de ses proches.

- Depuis vendredi dernier 15 avril 2022, quatorze (14) membres du parti CNL (congrès national pour la liberté) sur la colline de Murengeza de la commune de Mpanda, en province de Bubanza (nord-ouest du Burundi), ont été arrêtés par des policiers en complicité avec des membres du parti CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie) dont Jean Claude Murwanashaka (secrétaire communal du CNDD-FDD en commune de Mpanda), le prénommé Eric (chef des Imbonerakure en commune de Mpanda) et Emmanuel Ndayiragije (chef de la colline de Murengeza). Ils sont détenus au cachot de la police à Mpanda. Il s'agit de Désiré Niyonsaba, Jean Bosco Habimana, Innocent Hakizimana, Vianney Kwizerimana, Gabriel Butoyi, Jean Claude Havyarimana, Gaspard Niyonkuru, Jules Ndiwokubwayo, Chadrack Niyonkuru, Jean Paul Bigirimana, Dieudonné Havyarimana, Zebron Ngendakumana, Jacques Ntikiribera et Yves Nsavyimana.

Selon des sources locales, ces arrestations arbitraires en cascade des membres du CNL font suite à une fraude électorale décriée par des militants du CNL autour de l'élection des pairs éducateurs membres du comité de gestion du centre de santé de Murengeza orchestrée mercredi dernier 13 avril par des militants du parti CNDD-FDD en vue d'en exclure les membres du CNL. Les mêmes sources révèlent que six autres membres du CNL, à savoir Eric Manirambona, Meschack Butoyi, Faustin Nduwarugira, Dieudonné Irakoze, Apollinaire Ngendabanyikwa et Ernest Bakundukize, sont toujours activement recherchés par la police et vivent en cachette de peur d'être arrêtés à tout moment.

SOS-Torture Burundi dénonce le regain d'intolérance politique des membres du CNDD-FDD envers les militants des partis politiques de l'opposition, sous la complicité de la police nationale du Burundi qui n'a jamais assimilé le caractère



apolitique de ses membres en vertu des dispositions pertinentes contenues dans les articles 250 et 262 de la constitution en vigueur au Burundi.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.